

Session des femmes : musique d'avenir

Autor(en): **Bugnion-Secretan, Perle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **79 (1991)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-279629>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Session des femmes: musique d'avenir

Commémorer le passé, c'est bien, construire l'avenir, c'est encore mieux: les 200 femmes réunies sous la Coupole ne se sont pas contentées de déclarations d'intentions.

La session des femmes à Berne, les 7 et 8 février, a été fort bien orchestrée par un groupe de cinq parlementaires de divers partis. Au perchoir de la salle du Conseil national,

Elisabeth Blunschy-Steiner (photo ci-dessous), première femme à s'y être une fois déjà assise. Oublions la fausse note du début, le discours dit de bienvenue du président du Conseil des Etats: il n'aurait pu

mieux inciter les femmes à faire autre chose, à agir autrement que ce n'est le cas habituellement sous la coupole fédérale. Suit une mesure pour rien avec un rappel historique trop long de la longue lutte pour la conquête des droits politiques: la majorité de l'assistance n'avait-elle pas «fait» cette histoire? Enfin, un départ *sotto voce*, mais d'une voix bien féministe, avec l'exposé de Thanh-Huyen Ballmer-Cao sur la situation actuelle des femmes en Suisse.

La musique est devenue convaincante lorsque deux parlementaires de la première heure, les seules encore en fonction, ont fait entendre leur voix. Josi Meier a parlé des inégalités persistantes sur un ton si humoristique qu'après s'être roulée de rire, l'assemblée s'est levée pour l'applaudir; Lilian Uchtenhagen a parlé d'un ton plus grave de la nécessité de la solidarité entre toutes les femmes.

Un quatorze de politiciennes des pays environnants ont dit ce qu'on espère en Europe de la Suisse. Les quatre ont fait sonner la même corde: ce qu'on souhaite, pour l'Europe et pour la Suisse, c'est une Suisse démocratique, tolérante, accueillante, ouverte

Plus de concret, plus d'utopie

Le 8 février au matin, les 200 participantes se sont réunies dans six groupes de travail pendant une heure et demie pour étudier une résolution préparée d'avance et faire des propositions concrètes.

Avec quels résultats?

1. La résolution est jugée beaucoup trop vague, même dangereuse sur certains points car l'égalité formelle peut devenir perverse comme dans le cas du service militaire ou de l'âge de l'AVS, etc. L'entrée en matière sur cette résolution est refusée par une énorme majorité contre 20 femmes qui se sont levées pour la défendre.

2. Un étonnant consensus: parmi les propositions concrètes, citées par les six rapporteuses des groupes de travail, le dénominateur commun s'est révélé beaucoup plus large qu'on aurait pu le penser au début. Quatre priorités ont été citées le plus souvent:

a) Egalité des salaires: une loi doit en faciliter l'application. Les associations féminines et les syndicats doivent avoir un droit de recours – établir le renversement de la preuve.

b) AVS: on a réclamé une retraite indépendante de l'état civil et un bonus pour la prise en charge des enfants. L'indépendance économique et le minimum d'existence doivent être garantis.

c) Protection de la maternité: il faut lever les obstacles qui empêchent trop souvent les mères de s'investir dans une profession (garde d'enfants, horaires scolaires...).

d) La femme doit pouvoir disposer librement de son corps et choisir le nombre de ses enfants et le moment de les mettre au monde.

3. D'autres sujets ont été relevés une ou deux fois par les groupes. L'interdiction du travail de nuit pour les femmes a recueilli 30 oui et 4 non dans un groupe.

Quant aux quotas, ils sont jugés nécessaires tant qu'il existera une barrière érigée par les hommes à l'émancipation des femmes. Par exemple, il faudrait un tiers d'hommes ou de femmes à tous les échelons, y compris dans le travail domestique, où le temps devrait être partagé, un tiers/deux tiers en tout cas. On a égale-



ment invoqué la promotion spéciale des femmes dans les disciplines techniques et scientifiques et la nécessité d'actions positives.

En général, il faut mieux promouvoir les femmes; il y en a beaucoup de capables et de bien formées dans les commissions fédérales.

4. Une proposition relevant de l'utopie a été formulée par le groupe romand: il s'agirait de créer un Conseil fédéral comprenant sept femmes, sorte de cabinet fantôme auquel on pourrait faire référence (35 pour, 9 non, 1 abstention dans le groupe).

5. Ouverture vers l'extérieur: ce point a été relevé par tous les groupes.

a) La Suisse devrait demander à l'ONU pour 1995 une session internationale des femmes qui traiterait aussi de la sécurité et de la paix comme Mexico en 1975 et Nairobi en 1985.

b) Mieux contrôler les exportations d'armes, mieux se préparer à la résolution pacifique des conflits, développer la sécurité collective sur le modèle de la CSCE.

6. L'année prochaine, on recommence. Le vœu de refaire une session des femmes, comme celle qui s'est réunie le 7 et le 8 février dans la salle du Conseil national à Berne, a été émis par la très grande majorité. Mais ce ne sera plus le 700^e anniversaire, et la composition des chambres fédérales aura changé. Qui reprendra le flambeau?

Quelques remarques personnelles: durant ces deux journées, j'ai eu un plaisir fou à rencontrer les «anciennes» avec qui j'avais lutté pour lancer l'initiative sur l'égalité des droits. Sentir à nouveau le pouls féministe de la Suisse alémanique, sentir vibrer cette solidarité et voir que le féminisme bien compris dépasse encore les partis politiques. C'est là qu'est notre force.

Certains points plus agressifs, telle la grève de protestation du 14 juin 1991 parce que l'égalité n'est pas réalisée, en particulier l'égalité de salaire, n'ont pas passé la rampe. C'est trop politique, m'a dit une radicale zurichoise. C'est ce qu'on verra. L'égalité est une conquête perpétuelle.

Jacqueline Berenstein-Wavre



Françoise Pitteloud : adieu la Coupole !

Françoise Pitteloud quitte le Conseil national. Dommage pour les femmes et pour tous les faibles qu'elle a défendus.

et généreuse, solidaire, européenne. Premier violon de ce quatuor, Hildegard Hamm-Brücher, ministre d'Etat de la République fédérale allemande. Ecoutez-la un moment.

Avec sa longue et multiple expérience en politique, elle ne se laisse pas piéger par le fait que la nation est symbolisée par une femme: Helvetia, Marianne, Britannia, Germania; l'Etat reste masculin, car le pouvoir, les commandes sont en mains masculines. Elle voit le rôle politique des femmes comme se jouant sur trois thèmes.

Premier thème: apprendre à intervenir dans les vrais processus de décision et d'influence politique, et le faire; autrement dit, sortir du ghetto des questions féminines; acquérir plus de connaissances politiques de base. Il y aurait là un rôle pour les organisations féminines et les groupements féminins hors partis.

Deuxième thème: lutter contre «l'appauvrissement de nos cultures démocratiques», contre l'écart entre les principes et valeurs démocratiques d'une part, et leur application d'autre part: la séparation des pouvoirs est-elle respectée? Les représentants élus exercent-ils de manière crédible leurs fonctions législatives et celles en matière de contrôle et d'initiative? Ce qui pour les femmes implique plus d'expérience sur les plans politique, administratif et parlementaire.

Troisième thème: trouver entre la conception de la femme auxiliaire de l'homme et celle de la féministe radicale une forme de «collaboration pondérée» entre partenaires hommes et femmes, pour la recherche de solutions mûries en commun.

Ce premier après-midi de la «fête» des femmes – car cette session était aussi une fête – s'est terminé par un scherzo brillamment joué par la fameuse clownesse Gardi Hutter. Arrivée en trois bonds au milieu de l'hémicycle, elle a distribué balais et chiffons pour qu'on se mette sur-le-champ à dépoussiérer l'Assemblée fédérale, ce qui fut fait. Et la moins active n'était pas Mme la ministre d'Etat de la RFA. Et si notre clownesse n'a pas réussi à épousseter l'une des statues féminines (une Mutter Helvetia?) qui ornent (?) la salle, ce n'est pas faute de l'avoir tenté. Le message a été compris!

Perle Bugnion-Secretan

Après la session d'automne de la «chambre basse», Françoise Pitteloud prendra congé de ses collègues parlementaires. Huit années passées dans l'hémicycle laissent à la militante Pitteloud assez de souvenirs, d'impressions et d'images pour dresser un bilan, qui ne se veut que provisoire, tant il est vrai qu'elle s'investira «jusqu'au bout de son mandat» et les sessions à venir pourraient lui réserver des (bonnes) surprises, elle qui ose rêver tout haut d'une AVS enfin équitable pour les femmes!

Mais pourquoi quitte-t-on un parlement national lorsqu'on est encore jeune – 40 ans – qu'on a un tempérament de battante, qu'on a connu quelques victoires politiques et que sa succession ne sera pas forcément assurée par une femme?

«Pour rentrer à la maison», ironiseront quelques collègues masculins. «Et après tout, comme le dit Françoise Pitteloud, ils n'ont pas tort, car lorsque l'on est mère de famille (trois enfants), éducatrice et conseillère nationale, concilier la vie familiale, professionnelle et politique est un perpétuel dilemme, une tâche usante, et l'énergie personnelle n'est pas automatiquement renouvelable.»

La politique et l'intendance

Et de faire allusion à «ces messieurs» qui siègent également à Berne, débarrassés, pour la plupart d'entre eux, des contraintes de la vie quotidienne (responsabilité du foyer, des enfants, des relations avec le monde extérieur) et disposant de suffisamment de temps, entre la politique et l'exercice d'une activité professionnelle, pour étudier sereinement les dossiers discutés sous la Coupole, pour analyser les conséquences des décisions à prendre, en un mot libérés pour faire de la politique.

«Mais, ajoute aussitôt Françoise Pitteloud, cet environnement rêvé pour qui-conque exerce un mandat politique, je l'ai connu grâce à un compagnon idéal, qui a librement consenti à assumer ces choses indispensables à la création d'une vie fami-

liale harmonieuse. Les besoins affectifs des enfants, leur accompagnement dans les devoirs scolaires, la disponibilité pour chacun d'eux, mon compagnon a toujours répondu présent. Je n'a pas été frustrée non plus, puisqu'à mes retours de Berne (où je passais plusieurs jours) j'étais accueillie à bras ouverts par tous!»

«Et pourtant, avoue la conseillère nationale, championne de la flexibilité et de l'organisation, que d'énergie dépensée en séances, discussions, négociations, échanges et autres débats pour des résultats pas toujours probants!

» C'est vrai que j'ai vu des petites victoires et des petites conquêtes dans certains domaines, notamment au niveau de la pro-



Françoise Pitteloud. (Photo ASL)

tection de l'environnement, dans l'essai d'un nouveau dialogue avec les pays en voie de développement, mais le parent pauvre reste le domaine social.

» Dans ce domaine, rien n'a été acquis. La protection des faibles n'intéresse que peu de gens. Le constat est amer: la solidarité intérieure n'existe pas, même si le discours, lui, existe. Rien n'a été obtenu, ni en matière d'allocations familiales ou de protection de la maternité; quant à la 10^e révision de l'AVS, on ne peut qu'espérer.»